

Sommaire

Remerciements.....	7
Introduction.....	15
Avertissements et glossaire	19
Chapitre 1 - La posture des élus du CE.....	21
1.1 - Élus du CE : un mandat d'ordre public	21
Les constats	21
Le mandat d'ordre public au quotidien.....	25
1.2 - Repères historiques	27
Les dates importantes.....	27
Les textes marquants	30
1.3 - La fonction de porte-voix du travail réel	31
Travail prescrit et travail réel.....	31
Les enjeux liés à la connaissance du travail réel	33
1.4 - Chef d'entreprise et « chef » du CE	35
La fonction du président.....	36
La carence de présidence	38
1.5 - Le délit d'entrave	39
Qu'est-ce qu'un délit d'entrave ?	39
L'action des élus du CE	40

Chapitre 2 - Les moyens des membres du CE	45
2.1 - Crédit d'heures et circonstances exceptionnelles	45
L'article L2325-6 et ses conséquences	46
L'utilisation des heures de délégation.....	47
2.2 - Nombre d'élus et élargissement du collectif d'acteurs	48
Le cas particulier des unités dispersées.....	49
Élargir le nombre d'intervenants	51
2.3 - Le budget de fonctionnement.....	54
Des moyens pour analyser et agir	55
La vérification du budget de fonctionnement.....	56
Les nouvelles obligations financières des CE	60
2.4 - Le règlement intérieur du CE	61
Le règlement intérieur : un thème d'actualité	61
Le règlement intérieur au service des élus	62
2.5 - La formation des élus	64
La formation : un droit et une nécessité	64
Le contenu des formations	66
 Chapitre 3 - De l'ordre du jour au procès-verbal de réunion	 69
3.1 - L'ordre du jour	69
L'ordre du jour : pourquoi et comment ?	70
Ordre du jour et convocations aux réunions.....	72
3.2 - La réunion préparatoire.....	73
La réunion préparatoire : un impératif.....	74
La gestion des réunions préparatoires	75
3.3 - Votes et animation de la réunion plénière	76
Le rôle d'animation du secrétaire	77
Le recours au vote	78
Réunion plénière et engagements de l'employeur	81
3.4 - Le procès-verbal (PV) de réunion.....	82
La portée du procès-verbal.....	82
La responsabilité du secrétaire du CE.....	83

3.5 - Le compte-rendu de réunion des élus.....	86
Les objectifs du compte-rendu des élus.....	86
Les obstacles à la diffusion du compte-rendu	87
Chapitre 4 - La relation avec les salariés.....	91
4.1 - La relation permanente avec les salariés	91
La fonction de représentant du personnel.....	92
Le droit à l'expression directe et collective des salariés.....	94
4.2 - Les questionnaires.....	95
Intérêt et risques du questionnaire	96
Les principes de réussite du questionnaire	97
4.3 - Faut-il participer aux groupes de travail de l'employeur ?	98
Nature du dilemme	99
La démarche à suivre	100
4.4 - L'obligation de discrétion des élus	101
Confidentialité et liberté d'expression	102
Qu'est-ce qu'une information confidentielle ?	103
4.5 - La communication des élus : conseils pratiques.....	105
Une communication basée sur les faits	106
Conseils pratiques pour la communication écrite.....	108
Conseils pratiques pour la communication orale	110
Chapitre 5 - L'information-consultation du CE	115
5.1 - Information : savoir gérer le déficit culturel	115
L'exploitation des informations : un défi pour le CE	116
Qualité de l'information : quatre conditions à remplir.....	117
5.2 - La base de données économiques et sociales (BDES).....	120
La configuration de la BDES	120
Les pistes à explorer	124
5.3 - Consultation et avis du CE	125
La consultation	126
Avis et voeux du CE	130

5.4 - Loi du 14 juin 2013 et délais de consultation	131
Délais de consultation et délais de l'expertise.....	131
Effectivité des délais préfix et éléments de réflexion.....	134
5.5 - Les nouvelles consultations (loi du 14 juin 2013).....	137
Information-consultation sur les orientations stratégiques	138
L'information-consultation sur le CICE.....	142
Chapitre 6 - Consultations et attributions phares	147
6.1 - Les licenciements collectifs pour motif économique	147
Le cadre juridique	148
Butoirs et perspectives juridiques.....	151
Un argumentaire économique à passer au crible.....	154
L'action du CE sur le plan de licenciement	156
6.2 - Le droit d'alerte économique du CE.....	158
Le cadre juridique	159
La procédure : mode d'emploi.....	160
La faculté d'anticipation du droit d'alerte	163
Forces et faiblesses du droit d'alerte	164
6.3 - L'égalité femmes-hommes	165
Le dispositif légal en place.....	166
Bilan insatisfaisant et positionnement des acteurs	168
6.4 - La formation professionnelle	171
Le contexte national	171
Les consultations du CE.....	173
Intervention du CE et volume de formation	175
La formation au plan qualitatif	177
Chapitre 7 - Le recours à l'expert.....	179
7.1 - L'expert-comptable du CE	179
L'expert ne se limite pas à une expertise comptable.....	180
Spécialisation et indépendance des experts du CE	181
7.2 - Panorama des expertises comptables du CE	184
Un large éventail de possibilités pour le CE	184

L'examen annuel des comptes	186
Des enjeux inédits : l'expertise « maintien de l'emploi »	187
7.3 - Expert technique et missions « nouvelles technologies »	189
L'expert technique du CE	190
La possibilité de repli sur l'expertise CHSCT	191
7.4 - Pas de délégation de pouvoir à l'expert	192
Le positionnement de l'expert	193
La conduite de l'expertise par le CE	194
7.5 - La réunion plénière avec l'expert	196
Les effets positifs à attendre de l'expertise	196
Comment influencer sur la direction ?	197
Chapitre 8 - Le rôle de coordinateur du CE	199
8.1 - Le positionnement pivot du CE	199
Un large registre de moyens pour le CE	200
Position unique du CE et coordination	201
8.2 - Le lien organique entre CE et CHSCT	203
Les références juridiques	203
Modalités relationnelles CE-CHSCT	204
8.3 - Les coopérations majeures CE-CHSCT	206
L'arrêt Fnac du 13 décembre 2012	206
Coopération dans le cas d'un PSE ou d'un projet important	209
Coopération sur les risques psychosociaux (RPS)	210
8.4 - Syndicat et CE	212
Syndicat et CE : les points de jonction	212
Les complémentarités dans l'action	214
La capitalisation d'expérience via le syndicat	216
Les accords de « mobilité interne » et de « maintien de l'emploi »	218
8.5 - Le rôle fédérateur du bilan social	220
Les caractéristiques du bilan social	221
Un référentiel social fédérateur	222
Limites du bilan social et solutions	223

Annexe 1 : Intervenants auprès des CE et liens Internet.....	227
Annexe 2: Les avocats auprès des CE (liste non exhaustive).....	231
Annexe 3 : Complément d'information	235
Annexe 4 : Les différents CE	245
Annexe 5 : Code du travail	249
À propos de l'auteur	253